

## Rétablir l'égalité des chances

AXELLE BRODIEZ-DOLINO est historienne au CNRS à Marseille, Centre Norbert Elias ; elle travaille sur l'histoire de la lutte contre la pauvreté-précarité au 20<sup>ème</sup> siècle, en particulier en France.

Refuser l'écémage : un principe discret mais nodal dans l'histoire d'ATD Quart Monde, comme le montre l'auteure.

« L'écémage », c'est l'action d'écémer. Pour ceux qui préfèrent le lait écémé, c'est une bonne chose. Mais hormis pour eux, le terme a toujours une connotation négative : c'est priver un groupe de ses meilleurs éléments. À Emmaüs, dans le linge de récupération, il y a « la crème », vendue à bon prix ; et « l'écémé », dont le bas du panier finira en chiffons et matériaux isolants.

Pourquoi parler d'écémage dans l'action sociale ? La métaphore culinaire peut paraître douteuse – et c'est pour cette raison qu'on la trouvera, en fait, assez peu dans les archives d'ATD Quart Monde. Mais le principe, lui, est parlant et très fort, et c'est pour cette autre raison qu'il parcourt (voire structure) l'ensemble de l'histoire d'ATD Quart Monde. C'est cette petite relecture qu'on voudrait tenter ici, tant elle permet de relire à la fois les principes et l'action de l'association, mais aussi, plus largement, les politiques de lutte contre la pauvreté en France et dans le monde.

### Le camp de Noisy-le-Grand, matrice pratique et théorique

ATD Quart Monde est née, en un sens, de l'observation de « l'écémage » dans l'action sociale. Lorsqu'en pleine crise du logement, l'abbé Pierre lance le 1<sup>er</sup> février 1954 son célèbre appel, des milliers de sans-logis et mal-logés affluent vers la capitale dans l'espoir d'un logement. On les entasse dans des camps de tentes aux portes de Paris, et on s'attèle à trouver des solutions. Mais en

juin, 600 familles (les plus complexes à reloger) restent encore. Premier écrémage. La Préfecture accepte d'en reloger la moitié en cités d'urgence, tandis qu'Emmaüs achète, pour l'autre moitié, un terrain à Noisy-le-Grand, entre décharge et marécage, et y installe des tentes puis des bâtiments en fibrociment en forme d'igloo. Un certain nombre parviendront, grâce à diverses aides, à retrouver un logement, mais non tous. Second écrémage. Quand le père Joseph Wresinski arrive à l'été 1956, le groupe initial est donc déjà décimé, appauvri de ses éléments les plus forts (les moins malheureux, les plus aptes au travail), englué dans le camp à l'image de la boue du bidonville et des eaux stagnantes du marécage.

Si la théorisation de cet « écrémage » mettra un peu de temps (le texte présenté, qui en est l'une des premières grandes explicitations<sup>1</sup>, date de 1970), les réponses pratiques arriveront en revanche assez vite. Diverses et complémentaires, elles sont cause et conséquence d'un bouillonnement réflexif des premiers volontaires et alliés, fait de réunions quotidiennes, de discussions informelles, de dialogues et colloques avec des praticiens et universitaires (dont l'article présenté ici est un bel exemple<sup>2</sup>) et, peut-être surtout, d'écrits quotidiens des volontaires qui, chaque soir, se ré-impregnent des réalités et digèrent, en quelque sorte, l'action du jour pour la décanter. Donnant peu à peu naissance de façon très originale au regard des autres associations de solidarité d'alors, à une pensée large et systémique, cohérente et ramifiée, articulant nombre de réalisations très pratiques à des conceptions de société plus politiques, voire théoriques. Quelles sont-elles ?

## Lutter contre l'écrémage : des réponses pratiques

Dès son arrivée au camp, Wresinski mûrit un grand projet. Contre l'idée d'éradiquer le bidonville, comme le souhaitent les autorités, mais qui n'aboutirait qu'à déplacer les gens qui y vivent, et à casser les minces solidarités et sécurités créées par le camp ; contre l'idée aussi de continuer à reloger au compte-goutte, en commençant par les plus aptes ; contre l'idée enfin de disloquer les familles pour les envoyer, qui en centre d'hébergement pour hommes, qui pour femmes, et de placer les enfants (les centres d'hébergement familiaux n'existent pas encore : ils ne seront créés qu'en 1974, sur insistance d'ATD), il faut prendre le groupe comme un ensemble, s'appuyer sur les plus solides pour aider les plus abîmés par la misère, se servir des liens de solidarité primaires (la famille) et secondaires (les affinités) comme levier, et créer une sorte de village, baptisé « cité familiale de promotion sociale ». Chacun pourrait y bénéficier de l'aide des volontaires et entamer un parcours processuel, ponctué d'étapes (solidifier le lien familial, réapprendre la tenue d'un logis et l'éducation des enfants, entamer une formation et trouver un métier, etc.). Très original en France, ce projet puise à des observations faites par Wresinski et les volontaires au cours de voyages d'étude : le principe de « cités de transit » en germe alors en France, l'évolution par « cycles » au Danemark, la progression par étapes en Allemagne, le « développe-

1. Le premier texte public d'ATD analysant explicitement ce principe d'écrémage date de 1967 : *Igloos*, n° 33-34 « Contre l'exclusion des pauvres », mars-juin 1967.

2. Voir p. 8.

ment communautaire » (*community organizing*) et l'*empowerment* aux États-Unis. Faute d'accord des pouvoirs publics, ce projet ne verra jamais le jour tel qu'ATD l'avait imaginé, mais il ancre des bases à la fois théoriques et pratiques.

ATD multipliera dès lors plutôt les actions concrètes pour rétablir l'égalité des chances dans les lieux où elle est implantée : dès les années 1960, « pré-écoles » pour les très jeunes enfants (sortes de crèches, travaillant en particulier au lien parent-enfant, au développement du langage et à la motricité) ; « pivots culturels » pour les enfants et adolescents (accès au livre, aide aux devoirs, éveil artistique...) ; aide à la formation professionnelle des adolescents et des adultes. Par les Universités populaires Quart Monde, elle cherche aussi à mieux comprendre ce que vivent et pensent les plus pauvres, à les aider à prendre la parole, à prendre conscience de leurs droits à s'exprimer comme tout citoyen. À partir des années 1970 se développent des cabinets médicaux dédiés, pour restaurer l'accès aux soins ; des vacances familiales, pour créer des temps de repos et de répit, de découvertes, de retissage de la cellule familiale loin des soucis du quotidien ; la lutte contre l'illettrisme (considérable entrave économique, sociale, politique et culturelle) ; la revendication de « droits-planchers » pour tous, en particulier en termes de revenu et de logement.

### Une formalisation plus théorique

Cette attention au non-écrémage, c'est-à-dire à ne jamais écarter les *plus* démunis d'un groupe, voire à commencer par eux, est aussi originale au plan théologique : hormis dans la parabole de la « brebis égarée »<sup>3</sup>, la Bible demande en effet de porter attention aux pauvres, mais non aux *plus* pauvres spécifiquement.

Elle l'est aussi, et plus encore, au plan politique. Pour la théoriser, ATD forge dès 1965 le terme d'« exclusion », qui sera dans les années 1990 promis à un bel avenir. Si l'on parle le plus souvent d'« exclusion sociale », ATD a d'emblée insisté sur le fait que cette exclusion était bien plus largement polymorphe, tout à la fois historique (« cercle vicieux » de la pauvreté qui empêche d'en sortir, des générations durant), géographique (marginalisation spatiale dans des zones dégradées et reléguées), professionnelle (cantonnement aux métiers les plus dégradés et mal payés, voire au chômage ; donc exclusion économique), spirituelle (les habitants du bidonville de Noisy étaient souvent exclus des célébrations de la paroisse voisine), politique (non-participation civique, associative, exclusion des syndicats...), etc. Enfermés dans une spirale de désavantages et de facteurs négatifs, les plus pauvres ne peuvent mécaniquement plus sortir de la pauvreté : défaut de sécurités matérielles et affectives, d'éducation, donc de culture et de travail, donc de revenu et de logement, donc de santé, etc. ; d'où la marginalisation et l'isolement, le cantonnement à des économies parallèles, l'incapacité à briser ce cercle vicieux pour les générations suivantes qui naîtront à leur tour dans le désavantage éducatif et culturel ; et peut-être pire encore, l'auto-exclusion, qui découle

3. Évangile selon Matthieu, 18, 12-13 ; Évangile selon Luc, 15, 3-7.

du mépris et des humiliations subis au quotidien, et dès lors du sentiment d'être de trop, inutile, plus « bon à rien » voire « parasite » dans ce monde. Tout ceci forme, pour ATD, la définition de la « misère ». Trois conditions *conjointes* sont, pour l'association, nécessaires à la « réintégration » : un faible taux de chômage et une meilleure formation professionnelle, qui permettent leur participation économique par le travail ; un « changement de mentalité collective »<sup>4</sup>, qui permette leur acceptation et le respect de leur dignité ; des politiques publiques adaptées enfin, fondées sur l'accès de tous aux droits.

Cette même année 1965, ATD forge conjointement un autre terme, aujourd'hui passé de mode mais qui connaîtra un succès inversement immédiat : le « sous-prolétariat ». Calque de la notion marxiste (mais très péjorative) de « *Lumpenprolétariat* », le « sous-prolétariat » se veut une notion plus méliorative. Elle vise à signifier qu'existe, sous le prolétariat ouvrier qui accède depuis le début du 20<sup>ème</sup> siècle (et plus encore après 1945) à la protection sociale et à la consommation, une catégorie qui ne parvient pas à le rejoindre. L'écramé du prolétariat, en somme. L'un des rêves de Wresinski, ancien apprenti-pâtissier et amoureux du travail manuel, était de « *faire de ces mains malhabiles* », de ces « *mains qui n'ont pas été initiées à l'intelligence et qui n'ont pas été développées* », « *des mains ouvrières* », qui puissent « *entrer dans les tâches nobles, dans les grandes tâches que sont les tâches ouvrières* »<sup>5</sup>.

Le troisième grand terme forgé par ATD, en 1969 cette fois et pour compléter les deux autres, est celui de « Quart Monde ». Il renvoie à celui de « Tiers Monde », lancé en 1952 par l'économiste et démographe Alfred Sauvy et alors très en vogue. Mais il provient de la découverte des *Cahiers du Quatrième Ordre* de Louis-Pierre Dufourny de Villiers, publiés sous la Révolution française, qui venaient d'être republiés et révélaient que sous la Révolution, une catégorie du Tiers-État (le « quatrième ordre », donc) avait été exclue de la participation citoyenne en raison de sa trop grande pauvreté.

## S'assurer du non-écramage : des principes et des méthodes

Mais comment s'assurer, plus largement, que les politiques sociales ne provoquent pas d'écramage ? ATD Quart Monde a, au fil de son histoire, défendu l'articulation de deux réponses d'apparence opposées mais en fait complémentaires, les politiques ciblées et les politiques universalistes. Et forgé, aussi, de nouvelles méthodes.

Politiques ciblées, d'abord : pour corriger les désavantages au bas de l'échelle sociale, il faut y investir plus et mieux qu'ailleurs, et porter une attention spécifique aux problèmes spécifiques. D'où à ATD l'importance des pré-écoles, des pivots culturels, des Universités populaires Quart Monde. D'où plus largement, à partir des années 1980, le développement en France des politiques

4. Jules Klanfer, *L'exclusion sociale. Étude de la marginalité dans les sociétés occidentales*, Paris, Cahiers Science et Service, vol. 2, 1965, p. 145.

5. Père Joseph Wresinski, « *Son état de pauvreté ferme à l'homme toute voie de communication* », Réunion de volontaires, avril 1965, dans *Écrits et paroles aux volontaires*. Tome 1, op. cit., p. 324-325.

d'insertion, de l'emploi, de la ville ; dans les années 1990, des politiques d'accès aux soins (Couverture maladie universelle, Aide médicale d'État...). Aujourd'hui encore, la nécessité des classes aux effectifs allégés dans les zones d'éducation prioritaires en est une illustration.

Mais toute politique pour les pauvres court toujours, et très rapidement, le risque de devenir une pauvre politique. Ainsi la « voie de garage » qu'ont été dès les années 1960 les « cités de transit » et les « classes spéciales » pour les jeunes défavorisés ; ou depuis les années 1990 nombre de dispositifs d'insertion, qui non seulement ont eux-mêmes pratiqué l'écramage en embauchant préférentiellement les plus aptes et les mieux formés, mais qui de surcroît ne débouchent souvent sur aucun emploi viable – le sociologue Robert Castel les considérant moins comme « une étape » qu'un « cul-de-sac »<sup>6</sup>, et l'économiste Denis Clerc, moins comme un « tremplin » qu'« une impasse »<sup>7</sup>. Dans un registre proche, le RSA-activité, qui vise à faire sortir de la pauvreté ceux qui sont les plus proches des seuils et de l'emploi, a été dénoncé par ATD Quart Monde comme une autre forme d'écramage – une réduction de la pauvreté à peu de frais, laissant sur le banc de touche ceux pour qui l'action serait plus nécessaire. Celui qui était alors délégué national, Bruno Tardieu, avait eu ce mot malicieux : comme si les hôpitaux ne soignaient que le tiers de la population la moins atteinte du cancer, ou les moins blessés des accidentés de la route<sup>8</sup>.

Il importe donc aussi de s'assurer de « l'accès de tous aux droits de tous » – titre d'un rapport d'ATD Quart Monde au Conseil économique et social en 2003<sup>9</sup>. D'où la grande importance mise par l'association, depuis les années 1970, sur le développement de « droits planchers » (au revenu, au logement, etc.), « sécurités d'existence » qui n'excluent personne ; son plaidoyer pour le respect de la dignité de tous et des droits de l'Homme ; son analyse précoce des mécanismes de nonaccès aux droits – autre forme d'écramage, sourde et insidieuse, préjudiciable aux individus comme à l'ensemble de la société.

Mais comment s'assurer concrètement du non-écramage ? ATD a par exemple très tôt plaidé pour (et pratiqué) la « programmation-évaluation », inspirée de la « guerre contre la pauvreté » américaine. La méthode consiste d'abord à programmer des objectifs (centrés sur les plus démunis), puis à évaluer s'ils ont bien été atteints. Il faut aussi, comme les bibliothèques de rue, aller vers : vers les zones les plus reculées, les plus cachées, où trouvent refuge les plus exclus. Il faut enfin savoir prendre le temps. Si ATD s'était montrée séduite par les programmes américains de *Guerre contre la pauvreté* dans les années 1960, elle les a aussi critiqués pour leur durée trop courte (financement de deux à cinq ans), appelant donc des résultats rapides et, pour ce, préférant s'appuyer sur les familles les plus dynamiques des quartiers pauvres. Au double préjudice des autres : non seulement les plus démunies restaient à l'écart, mais ces actions conduisaient finalement au départ des *leaders*, qui se désolidarisaient du groupe – laissant ce dernier « écramé » et plus appauvri encore, comme l'analysait Wresinski :

6. Robert Castel, *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Éd. Fayard, 1995 ; p. 699 en Gallimard Folio essais.

7. Denis Clerc, *La France des travailleurs pauvres*, Paris, Éd. Grasset, 2008, p. 79.

8. Bruno Tardieu (volontaire et alors Délégué national France), *Actualités sociales hebdomadaires*, 19/10/2007.

9. Conseil économique et social, *L'accès de tous aux droits de tous, par la mobilisation de tous*, Rapport présenté par Didier Robert, Avis adopté le 18/06/2003.

« [...] les plus pauvres restent sur la touche – et c'est bien ainsi, pensent les Américains ; pour eux il y aurait l'assistance publique. Voilà mon sentiment, découragé de ce travail de lutte contre la pauvreté tellement bien orchestré, tellement chronométré, qui aboutit à l'écramage dans le monde des pauvres, des valeurs qu'il possède. On aura obtenu des résultats fulgurants. Les pauvres nieront comme une maladie honteuse qu'ils furent jamais pauvres, abandonnant ceux qui n'ont pu les suivre<sup>10</sup> ».

## Comment, aujourd'hui et demain, « ne laisser personne de côté » ?

Comment continuer de faire vivre, aujourd'hui, la lutte contre l'écramage ? ATD Quart Monde a, par exemple, constamment renversé les priorités dans ses dispositifs d'insertion, conçus d'abord pour les plus éloignés de l'emploi – qu'il s'agisse depuis les années 2000 de *Territoires zéro chômeur de longue durée*, ciblant les chômeurs de longue durée et désormais largement diffusé en France ; ou de *Travailler et Apprendre ensemble* ciblant les moins qualifiés, né à Noisy et qui a essaimé à Madagascar.

Car l'écramage n'est pas qu'une réalité française ou américaine, mais se produit partout dans le monde. Dans tous les pays, mais aussi au niveau supranational. Dans chaque politique visant à réduire la pauvreté de x % (mais *quid* du pourcentage restant ?). Dans chaque dispositif s'attaquant d'abord au « haut du panier » (à la « crème ») de la pauvreté – en termes d'accès à la formation, au revenu, à l'emploi, au logement, à l'hébergement, à la culture, aux vacances...

Depuis les années 1980, l'Unicef a, avec ATD Quart Monde, travaillé à « atteindre les plus pauvres » dans ses politiques de développement<sup>11</sup>. Le PNUD n'a quant à lui cessé de rappeler que l'extrême pauvreté pourrait être éliminée en une génération. Depuis les années 2010, la prise de conscience est plus largement onusienne, avec le passage des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), qui n'étaient pas centrés sur l'éradication totale, mais seulement de moitié, de l'extrême pauvreté et de la faim (au très fort risque, donc, de l'écramage), aux Objectifs de développement durable (ODD), reposant inversement sur le principe de « ne laisser personne de côté »<sup>12</sup> et auxquels ATD Quart Monde a contribué. Reste aujourd'hui à les mettre concrètement en œuvre.

Une des grandes prises de conscience depuis les années 1990, largement due aussi à ATD Quart Monde, a corrélativement été la nécessité d'inclure les personnes en situation de (grande) pauvreté comme partenaires dans l'élaboration des connaissances sur, et les réponses à, la pauvreté. D'où en France l'inclusion dans le Conseil national de lutte contre les exclusions (CNLE) d'un « 8<sup>ème</sup> collègue », dit des « personnes accompagnées (par des associations) », depuis devenu « 5<sup>ème</sup> collègue », dit des « personnes concernées (par la pauvreté) ».

10. Lettre de Wresinski à Bernadette Cornuau, 17/10/1966.

11. Voir notamment UNICEF, *La situation des enfants dans le monde*, 1989 ; UNICEF, Résolutions 1989/8 puis 1991/6, toutes deux intitulées « Atteindre les plus pauvres » ; ATD Quart Monde, *Atteindre les plus pauvres*, Paris, Éd. Quart Monde, 1996 (avant-propos de John J. DONOHUE, directeur du Bureau de l'évaluation et de la recherche de l'UNICEF).

12. Résumé exécutif du Rapport du Groupe de personnalités de Haut niveau chargées du Programme de développement pour l'après-2015, mai 2013 ; Mouvement international ATD Quart Monde, « Pour un développement durable qui ne laisse personne de côté : le défi de l'après-2015 », *Revue Quart Monde. Dossiers et Documents*, n° 23, 2014 ; puis ONU, Objectifs de développement durables, Préambule.

## Le chantier reste immense

« Donner aux plus défavorisés des moyens de promotion inférieurs ou égaux à ceux des plus nantis, c'est organiser l'inégalité [...]. Une plus grande égalité des chances implique donc nécessairement une inégalité de moyens fournis à chaque groupe social et une 'discrimination positive' en faveur des plus défavorisés »<sup>13</sup>.

Il en va, profondément, d'une transformation de ce que doit être la démocratie. Non pas un mécanisme vertical de « ruissellement » des richesses et des avantages du haut vers le bas, qui n'atteignent jamais les plus démunis et provoquent au contraire un « effet-Matthieu » (« À ceux qui ont beaucoup, on donnera plus encore ; mais à ceux qui ont peu, on enlèvera même ce qu'ils ont »<sup>14</sup>). Mais au contraire, une compensation des inégalités *de fait* en investissant plus et mieux en bas, pour rétablir une triple égalité : *des chances, des droits et des accès aux droits*.

Le chantier reste immense, même s'il a beaucoup avancé depuis plusieurs décennies. La bonne nouvelle est qu'on en connaît les chemins : assurer l'accès *de tous* à l'éducation et la formation ; soutenir *pour tous* le plein-emploi et le travail décent ; utiliser les besoins non pourvus au niveau des territoires et la transition écologique comme leviers d'utilité socio-économique de chacun et donc de résorption du chômage ; mettre l'économie au service de l'humain, et non l'inverse. En ce sens, la priorité aux plus défavorisés pour la réintégration de tous implique aussi la lutte contre les (trop grandes) inégalités, en haut comme en bas des pyramides sociales. ■

13. A-ATDQM, 0441/15, Xavier Godinot, « Réflexion sur les nouvelles approches de la pauvreté en France », avril 1982.

14. Évangile selon Matthieu, 13, 12.